

Un peu d'histoire...

SUD rail est né au lendemain de la grève de novembre/décembre 1995 de syndicalistes qui tiraient un bilan négatif des confédérations syndicales incapables ou refusant d'organiser une action interprofessionnelle en défense des acquis sociaux et des retraites.

La création de SUD Rail est aussi la conséquence du besoin exprimé par les cheminot(e)s d'une autre forme de syndicalisme :

- ancré dans l'action collective (de la pétition à la grève reconductible, du tract à la manifestation...) qui a pour objectif d'inverser le rapport de force au profit des cheminot(e)s et des salarié(e)s plus généralement,
- qui donne en priorité la parole aux salarié(e)s, par la démocratie au plus près du terrain en opposition aux stratégies des appareils syndicaux traditionnels,
- qui privilégie l'information, de tous les cheminot(e)s pour permettre à chacun de se faire son opinion et d'être acteur de ces choix. Pour cela SUD Rail publie tous les textes de la direction lors de négociations,
- qui passe par dessus les querelles et les divisions pour agir ensemble,
- qui ne s'arrête pas aux portes de la SNCF, mais regroupe ensemble tous les travailleurs(ses) du rail et participe aux actions et aux luttes des chômeurs(ses) et de tous les Sans (sans papier - sans toit...)
- qui combat pour l'égalité des droits des femmes, des homosexuel(le)s et des travailleurs(ses) étranger(e)s...

Ce syndicalisme a été contesté dès le départ par la direction SNCF et malheureusement par d'autres syndicalistes. **Direction/CGT/CFDT/FO/CGC nous ont ainsi intenté plus de 130 procès pour essayer de nous interdire d'exister !**

SUD Rail est aujourd'hui la troisième force syndicale au sein de la SNCF (élections professionnelles de mars 2002), la première dans certaines filiales du groupe (EFFIA Services, CNC) et dans plusieurs chantiers de nettoyage et manutention où opèrent des entreprises sous traitantes aux pratiques particulièrement rétrogrades.

Lorsqu'ils renforcent SUD Rail par l'adhésion, le militantisme, le vote lors d'élections professionnelles, les salarié(e)s donnent un message fort et sans ambiguïté à la direction, au ministère, au patronat.

Un message de défense du service public, de refus de toute privatisation et démantèlement de la SNCF. Un message clair de la volonté des cheminot(e)s de prendre la parole sans la laisser à des appareils syndicaux ou à des ministres. En résumé, un message de **Solidarité**, d'**Unité** et de **Démocratie**.

Un syndicalisme interprofessionnel.

Dès sa création SUD rail a cherché à établir des liens interprofessionnels avec d'autres syndicats. **Notre souci de solidarité, de justice sociale et de tolérance par le rejet de toutes formes de discrimination sociale, raciale, de sexe, philosophique ou religieuse ne pouvait se limiter aux portes de notre entreprise.** L'adhésion à l'union syndicale « G 10 Solidaires » s'inscrit dans cette recherche d'un syndicalisme de défense de tous les salariés et de transformation sociale.

L'union syndicale « G10 Solidaires » (G 10 : « Groupe des dix », car à l'origine cette union regroupait dix organisations) en privilégiant l'intérêt général, en revendiquant une meilleure répartition des richesses et

des revenus et en défendant le service public a réuni sur ces bases 80 000 adhérent(e)s à travers 52 unions locales et 32 syndicats nationaux ou fédérations (SUD PTT, SNUI -impôts-, SUD Santé-Sociaux, SUD Aériens, SUD Education, SUD Michelin, SUD Métaux, etc.)

Dans les luttes

Ces syndicats ont participé activement aux conflits sociaux de ces dernières années (éducation, impôts, transports, postes et télécoms et aussi Lu, Moulinex, Mac Do, Emplois Jeunes, ...). Fidèle aux valeurs de solidarité, Solidaires est également présent aux côtés des chômeurs d'Agir contre le Chômage (AC), de l'Association Pour l'Emploi l'Information et la Solidarité (APEIS) et du Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP).

Contre la mondialisation libérale

Syndicalistes, nous ne voulons pas se laisser construire une Europe des nantis au détriment des salariés mais aussi de tous les autres peuples. Nous refusons que la loi du marché soit le régulateur des rapports sociaux et humains. Au contraire, nous voulons promouvoir des rapports de coopération dans les relations économiques en lieu et place de la concurrence exacerbée générée par le libéralisme. C'est pourquoi de Seattle à Gènes en passant par la marche mondiale des femmes à New York ou encore à Bruxelles et à Séville, l'Union syndicale G10 Solidaires est présente pour faire émerger un fort mouvement syndical et social mondial.

S'organiser démocratiquement

Afin d'éviter les travers d'institutionnalisation, de

Fédération des syndicats SUD Rail
Article pour PROTEO (CUB rdb)
Janvier 2003

L'union syndicale - Groupe des 10 a défini le sens de son action syndicale à travers une Charte des valeurs.

Défense des revendications et transformation sociale

Le syndicalisme a une double fonction, la défense des revendications des salariés et la transformation sociale, c'est à dire l'émancipation de l'homme et de la femme pour qu'ils puissent penser et agir sur leur environnement professionnel et être acteur de leur vie.

Le syndicalisme agit pour réduire les inégalités économiques et sociales, et pour permettre l'élévation du niveau de vie du plus grand nombre et prioritairement des plus démunis.

Le syndicalisme défend les revendications spécifiques de chacun tout en cherchant à dépasser la vision sectorielle pour unifier les préoccupations des salariés.

Indépendance

Le syndicalisme ne doit pas compter qu'aux salariés. Il doit donc garantir son indépendance vis à vis, d'une part, des partis politiques, du gouvernement, du patronat, de la hiérarchie et du monde économique, d'autre part, de tout dogme politique, confessionnel ou philosophique. Pour garantir son indépendance, le syndicalisme doit gérer ses moyens en toute autonomie.

Démocratie

LA démocratie syndicale est le meilleur garant de l'indépendance des organisations syndicales. Elle doit permettre l'expression des sensibilités, d'aspirations et de revendications éventuellement différentes dans un esprit de tolérance. Le syndicalisme doit assurer le fonctionnement démocratique de ses structures afin que ses prises de décisions répondent le plus fidèlement possible aux aspirations, intérêts et revendications de salariés eux-mêmes. Il doit assurer la primauté du syndicat de base sur les structures fédérales ou confédérales.

Construire le meilleur rapport de force

Pour concrétiser les aspirations et satisfaire les revendications, le syndicalisme use des différents moyens dont la grève pour créer un rapport de force. La négociation permet alors de concrétiser les avancées obtenues. L'efficacité syndicale rend l'unité syndicale nécessaire, l'unité sans a priori ni exclusive.

C'est à partir de la défense des salariés et de l'affirmation de leur citoyenneté dans l'entreprise et sur le lieu de travail que le syndicalisme contribue à l'avènement d'une société plus juste, plus humaine et plus démocratique. Cette société devrait permettre à chacune et à chacun, quelle que soit son origine, de grandir, de vieillir et de mourir dans la dignité sur une planète protégée des effets pervers des progrès techniques.

Dans ce cadre, la lutte pour la défense de l'environnement et un aménagement du territoire équilibré est un élément du combat des syndicalistes.

Le respect de l'intégrité physique et mentale de chaque être humain est une valeur fondamentale du syndicalisme, à ce titre il participe de la tradition humaniste.

Le syndicalisme affirme qu'un Etat de droit démocratique et laïc est indispensable au plein exercice du droit syndical.

Tous ensemble

Le souci de solidarité, de justice sociale et de tolérance, par le rejet de toute forme de discrimination raciale, de sexe, philosophique ou religieuse, ne se limite pas aux portes de nos entreprises. En revendiquant le droit à l'emploi, il met tout en oeuvre contre le chômage. En privilégiant l'intérêt général, en revendiquant une meilleure répartition des richesses et des revenus et en défendant le service public, il oeuvre pour la garantie d'un revenu suffisant afin d'offrir à toutes et à tous une vie décente, le droit à l'éducation, à la santé, au logement...

Une autre Europe

Le syndicalisme ne doit pas laisser se construire une Europe des nantis au détriment des salariés et des peuples du tiers-monde. La démocratie politique doit permettre aux citoyens d'agir effectivement sur leur destinée commune ; le marché ne peut être le seul régulateur des rapports sociaux et humains. Au contraire, il faut promouvoir partout des rapports de coopération dans les relations économiques, en lieu et place de la concurrence exacerbée générée par le libéralisme.

L'Europe doit être un élément de solidarité entre tous les peuples qui y vivent ; elle doit favoriser le progrès social à l'intérieur de ses frontières et dans ses rapports plus particuliers avec les pays du tiers-monde.

Solidarité

Le syndicalisme doit être présent à tous ces niveaux pour impulser la solidarité et la coopération entre les peuples, et pour agir pour que les pays riches aident au développement équilibré des pays pauvres, participent à l'amélioration des moyens éducatifs et sanitaires de leurs populations. L'action syndicale doit donc dépasser les frontières et faire émerger un fort mouvement syndical mondial nécessaire pour relever ces défis, pour l'avènement de la paix dans le monde par le dialogue entre les peuples dans le respect des différences.

délégation de pouvoir, "d'expert", de superstructure, de dirigeants médiatisés et coupés de la base que connaissent les confédérations dans leur fonctionnement actuel, **l'Union syndicale Solidaires a opté pour un fonctionnement souple ou chaque syndicat, petit ou grand, compte pour une voix.** Prendre le temps de débattre et de convaincre plutôt qu'imposer, rechercher ce qui nous uni plutôt que ce qui nous divise c'est une autre façon de construire l'action syndicale. En se sens Solidaires a l'ambition d'être un élément de réponse à la crise du syndicalisme.

Un syndicalisme de luttes.

C'est la voie qu'a choisi SUD Rail, refusant l'accompagnement et la fatalité. Sans jouer les jusqu'aboutistes sans dire non à tout, mais plutôt, par un travail d'analyse, d'explication et de mobilisation.

Les luttes dans lesquelles s'est engagé SUD Rail, sont révélatrices de cette méthode. Que se soit au quotidien dans une équipe ou un chantier pour défendre le collègue sanctionné ou harcelé par sa hiérarchie ou bien encore plus largement lors de négociations nationales sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail.

Au plan national, SUD Rail a été au cœur de luttes importantes ces dernières années : Pour une vraie réduction du temps de travail et contre l'accord « flexibilité » signé par Direction/CGT/CFDT, contre le démantèlement de la SNCF à travers la création de RFF (séparation entre infrastructure et exploitation du réseau), la « gestion par activités » qui prépare la privatisation.

SUD Rail se bat aussi aux côtés des personnels des Comités d'Etablissement, des salariés des filiales de la SNCF et des entreprises de nettoyage et manutention. Une de nos priorités est la **lutte pour les droits égaux** (à la SNCF, les ressortissants de pays « hors C.E. » n'ont pas le statut social de « cheminot ») et contre la précarité.

Nous avons organisé **l'action d'emplois jeunes** (contrats précaires inventées par la gauche) qui se sont battus pour être admis définitivement à la SNCF ; grâce à cela, et malgré un accord en deçà de ce qu'on pouvait espérer mais accepté par plusieurs syndicats, la situation des « emplois jeunes » est moins dramatique à la SNCF que dans bien d'autres secteurs où ils sont en passe d'être licencié(e)s après 3, 4 ou 5 années d'exploitation ! D'ailleurs une coordination des collectifs emplois jeunes s'est créée, et SUD Rail la soutient.

Dans le secteur du **nettoyage et de la manutention**, SUD est très sollicité ; les syndicats « traditionnels » (CGT/CFDT/FO) y sont dans leur très grande majorité totalement corrompus par un patronat aux pratiques exécrables. Avec quelques autres forces (CNT, une minorité de la CGT) **nous appuyons les luttes, souvent dures, de ces salarié(e)s** ; l'exemple le plus frappant dernièrement, c'est le combat que mènent depuis le mois de mars 2002 les femmes de ménage d'ARCADE, confrontées au groupe multinational ACCOR.

Un syndicalisme indépendant et respectueux des diversités.

SUD Rail regroupe des personnes de condition, d'origine et de convictions diverses.

Tous se rejoignent sur un motif commun : la défense des revendications et la construction d'un syndicalisme Solidaire, Unitaire et Démocratique.

Solidaire : parce que c'est ensemble, dans les chantiers et les bureaux, que nous pourrons résister aux manoeuvres et imposer nos revendications. C'est avec les autres secteurs publics et les populations concernées que nous défendrons l'emploi et le service public.

Unitaire : parce que les différences d'idées ou de partis ne doivent pas diviser quand il y a nécessité de l'action pour mettre fin à la situation catastrophique de la crise sociale et aux attaques contre les cheminots. Aucune force n'est de trop, il faut simplement apprendre ou réapprendre à travailler ensemble.

Démocratique : parce que chacun doit pouvoir donner son avis et participer aux décisions pour que le mouvement soit solide. Au lieu de donner le spectacle de querelles de chef, le syndicalisme doit trouver la voie de débat démocratique à tous les niveaux, en commençant par la base.

SUD Rail n'est aux ordres d'aucun parti politique, d'aucune église et n'entend pas s'inscrire dans une politique de cogestion avec la direction.

Se syndiquer, c'est défendre sa liberté, c'est se donner les moyens d'agir. C'est une évidence : Ensemble on est plus fort. C'est bien par des luttes unies et solidaires que nous pouvons préserver nos acquis (retraite, statut...) et avancer sur des questions telles que salaires, effectifs etc. Le syndicalisme c'est aussi permettre à chaque individu de ne pas se trouver isolé en cas de pépin, d'être renseigné sur la situation, sur ses droits, de réfléchir, débattre et agir avec d'autres, en fait de ne pas être un simple pion dans l'entreprise et la société. Etre syndiqué et solidaire ce n'est être embrigadé. C'est le moyen d'être pleinement citoyen.

SUD Rail : un syndicalisme différent.

Il est clair que tout syndicat a besoin pour fonctionner de structure et de règles de fonctionnement. **Ces structures doivent être au service du salarié et non l'inverse.**

- A SUD Rail se sont les adhérent(e)s regroupé(e)s en sections syndicales d'établissement qui sont la base de la réflexion et des décisions. Les congrès fixent les orientations; les structures ayant pour fonction leur mise en oeuvre.

Charte de l'adhérent SUD Rail.

SUD Rail est un syndicat qui rassemble l'ensemble des travailleurs du rail, le copain du nettoyage comme le copain ADC, nous contribuons tous au fonctionnement de la même entreprise, c'est pour un statut unique des travailleurs du rail que nous nous battons.

Article 1

Est considéré comme adhérent(e), tout(e) salarié(e) d'une entreprise du secteur ferroviaire, tel que définit dans notre charte de fonctionnement.

Les adhérent(e)s sont la base de l'organisation syndicale SUD Rail. Ils y tiennent une place essentielle et sont invités à participer à la vie de leur section syndicale et syndicat.

L'adhésion à SUD Rail est le résultat d'un choix personnel qui n'a pas à être justifié.

L'adhérent(e) a une liberté totale d'action, d'opinion ou d'engagement sauf opposition radicale aux orientations définies aux statuts de l'organisation syndicale SUD Rail. Les conditions de radiation d'un(e) adhérent(e) sont définies dans les statuts (ou chartes, règlement intérieur) de chaque syndicat.

Article 2 - Droit à l'information

L'adhérent(e) a droit à une information de sa section syndicale et de son syndicat. L'adhérent(e) a droit à une réponse à toute demande d'information concernant notamment l'utilisation de ses cotisations, les positions ou orientations prises en son nom.

Article 3- Consultation

L'adhérent(e) est consulté(e) pour toute décision importante (actions, orientations...). L'adhérent(e) est obligatoirement consulté(e) avant toute signature d'accord avec la direction sur tout sujet revendicatif.

Ce sont les adhérent(e)s d'un établissement qui élisent les responsables et animateurs de leur section syndicale et qui décident des candidatures aux élections professionnelles (DP et CHSCT).

Article 4 - Droit à la formation syndicale

Chaque nouvel adhérent(e) SUD Rail a droit à une formation syndicale d'accueil dans sa première année d'adhésion.

Tout(e) adhérent(e) qui accepte de militer et de prendre des responsabilités syndicales a droit à des formations complémentaires.

Article 5 - Défense individuelle

En cas de problème individuel, notamment avec la direction de l'entreprise dans le cadre de son contrat de travail, chaque adhérent(e) a droit d'être défendu(e). Un(e) adhérent(e) peut obtenir, en cas d'action prud'homale, un défenseur syndical pour l'assister en première instance. L'adhérent(e) peut demander une assistance juridique au syndicat ou à la fédération dans le cadre des dispositions décidées par ces instances.

- ❑ Le poids donné, à chaque adhérent(e), à chaque section d'établissement dans les décisions qui seront prises, est la marque du syndicalisme que nous voulons.
- ❑ Le système de la consultation individuelle est adopté et conditionne toute signature d'accord national.
- ❑ Chaque délégué(e) ou représentant(e) doit rendre compte de son mandat après toutes réunions avec la direction.
- ❑ Lors des conseils fédéraux qui réunissent au moins tous les deux mois l'ensemble de nos syndicats un système de « double vote » est mis en œuvre : Par mandats, selon le nombre d'adhérent(e)s d'une part, par syndicat (chaque syndicat égal une voix) d'autre part. Pour être valable une décision doit recueillir au moins 66% de votes favorables, dans les deux collèges ; plutôt que des décisions « à l'arraché », ce que nous voulons ce sont des orientations véritablement partagées.

Aux rencontres séparées que la direction (et trop de syndicats !) affectionne, nous privilégions les réunions intersyndicales où chacun peut s'exprimer devant tous, seule solution pour éviter les manoeuvres d'appareils...

SUD Rail s'engage à une transparence financière sur l'utilisation des cotisations et de l'argent versé par l'entreprise (Comités d'Entreprise, frais de formation...).

Le signal fort d'une volonté de défense des acquis sociaux et du service public.

Les accidents ferroviaires répétés en Angleterre, les fiascos économiques et sociaux dans les télécommunications, les dégâts dans la santé et la protection sociale de nouveau en Grande Bretagne, la gestion de l'eau en France ou encore les coupures électriques en Californie ont confirmé les dangers de la privatisation.

Des privatisations rampantes et déguisées.

L'attaque contre les services publics c'est à dire les services dont on a besoin pour vivre (eau, éducation, sécurité, santé, électricité, télécommunication, administration publique, transport) dépasse le cadre de la seule ouverture du capital à des capitaux privés.

Des secteurs entiers des services publics sont déjà privatisés totalement (eau, transports routiers de voyageurs, cliniques privées, écoles privées) d'autres le sont sans qu'on touche au capital de la maison mère. C'est le cas de la SNCF avec la multiplication des filiales, le recours massif à la sous-traitance et la régionalisation.

La « régionalisation » initiée par le gouvernement de gauche pour certains secteurs comme le transport ferroviaire et amplifiée par la droite permet de réduire à néant la notion de service égal pour tous sur l'ensemble du territoire.

Désengagement de l'Etat, remise en cause du service public et suppressions d'emplois.

En accord avec la Commission Européenne, les différents gouvernements ont progressivement désengagé l'Etat de ses responsabilités en matière de services au public et à la collectivité. Les déclarations politiques réclamant des réductions des dépenses et des emplois publics ou des réductions d'impôts vont dans le même sens. Cette politique a des conséquences majeures sur le service rendu à la population et sur l'aménagement du territoire.

Syndicalistes, nous ne considérons pas comme un à priori que tout doit passer par l'Etat. D'autres formes d'organisations de la société sont possibles, plus fédéralistes. Mais aujourd'hui le « moins d'Etat » revendiqué par les capitalistes c'est « plus de loi de la jungle ». Des alternatives sont à rechercher, c'est par les luttes que nous les construirons...

L'avenir qu'ils nous préparent n'est ni obligatoire ni inscrit dans le marbre.

En Europe les opinions publiques réclament de plus en plus un retour à des services de qualités ouverts au plus grand nombre. L'exemple de la France qui accueille les enfants à l'école dès 2 ans, a encore un des meilleurs systèmes de santé du monde et des transports en commun de qualité, est souvent mis en avant. Le refus de se soumettre à ceux qui veulent nous transformer en marchandise prend, aujourd'hui une nouvelle ampleur.

En France, au cours du dernier trimestre 2002 plusieurs manifestations d'ampleur nationale ont eu lieu à l'appel des syndicats de différents secteurs (Energie, Education, Cheminots, ...). A chaque fois, sous la pression des syndicats alternatifs et de structures de base des confédérations elles ont pris un tour interprofessionnel.

L'union syndicale G10 Solidaires appelle à faire converger ces mouvements.

Nous sommes confrontés au risque de nous battre les uns après les autres, d'être "saucissonnés" par le gouvernement. Il faut faire un pas de plus vers un vaste mouvement social et d'opinion de défense de nos droits collectifs et de l'emploi. Nous pouvons imposer le recul du gouvernement sur les plans de privatisation d'EDF et d'Air France, les suppressions d'emplois publics, les démantèlements de service public comme à la Poste et à la SNCF. Aujourd'hui il faut le dire et le redire : «cette Europe du marché libre, ce gouvernement qui prône la soumission aux actionnaires et aux spéculateurs piétinent partout nos droits sociaux, il faut y mettre un point d'arrêt.»

Un syndicalisme international.

L'activité internationale est partie intégrante de notre syndicalisme. Nous voulons construire une société plus juste : Comment le pourrions-nous en nous enfermant dans les frontières des Etats ?

Nous agissons spécifiquement en tant qu'organisation, tant sur le plan professionnel qu'interprofessionnel, mais aussi au sein de réseaux rassemblant des forces syndicales, des associations de lutte contre les exclusions, pour les droits humains...

Contre la libéralisation, pour le service public ferroviaire

SUD Rail s'oppose aux directives européennes qui visent à "libéraliser" toujours plus le rail. Pourtant, l'exemple anglais et ses conséquences dramatiques en matière de sécurité, lamentable en terme de service offert et de coût pour la collectivité est éloquent !

Ces choix sont politiques. Il s'agit de casser les services publics, briser les acquis des travailleurs(es) de ces secteurs et laisser place aux appétits capitalistes.

En France, les gouvernements successifs ont tous accompagné et même anticipé ces visées, marquant bien là l'hypocrisie dont il est fait usage lorsque certains se retranchent derrière "les décisions de Bruxelles".

Dans notre secteur professionnel SUD Rail entend mener une action internationale avec toutes les forces syndicales disponibles.

Environ deux fois par mois nous adressons une note Internationale à l'ensemble de nos syndicats



Trois fois par an, nous publions un bulletin international diffusé plus largement

Plusieurs fois nous avons demandé à être associé aux travaux de la fédération internationale des transports (I.T.F.) et de la fédération européenne (E.T.F.). Ceci nous est refusé à cause du veto émis par certains syndicats français déjà membres (CGT, CFDT, FO).

Nous avons développé un travail concret avec des syndicats de cheminot(e)s de plusieurs pays européens. Très étroits avec la **Confederacion General del Trabajo** d'Espagne (CGT), l'**Organizzazione Sindicati Autonomi e di Base** (ORSA - ferrovieri) et la **Confederazione Unitaria di Base** (CUB - fltu) et maintenant **Rail Maritime Transport Union** (RMT) en Grande Bretagne, des liens existent aussi avec plusieurs autres pays (Pays basque, Belgique, Russie, Allemagne, Suisse, Luxembourg,...)

- ❑ Des **rencontres régulières** (comme à Saint Denis le 27 novembre, à Rome les 14/15 janvier) ont lieu, un **travail de confrontation sur nos réalités** (réglementation du travail des différents réseaux), **nos revendications, de mise en commun d'informations** est réalisé.
- ❑ **Nous participons aux manifestations organisées dans les autres pays** ; c'est ainsi que des délégations de ces quatre organisations – ainsi que de l'U.C.S. – étaient aux côtés de SUD Rail lors de la manifestation des cheminot(e)s français(e)s à Paris le 26 novembre dernier. Nous serons présents à Madrid le 5 février pour la journée de défense du service public ferroviaire organisée par nos camarades de la C.G.T.
- ❑ Ensemble, **nous intervenons auprès des parlementaires européens** ; nous avons également publié des **tracts communs à nos différents syndicats en plusieurs langues, distribués aux cheminot(e)s de nos pays respectifs**.
- ❑ Actuellement, **nous travaillons ensemble à l'organisation d'une grève internationale pour la mi-mars**, date « officielle » de la libéralisation du trafic fret ferroviaire.

A l'échelle internationale plus encore, les appels incantatoires à la grève reconductible sont voués à l'échec. Ce que nous voulons faire, nous devons le construire !

Mettre fin au pillage de la majorité du monde

Syndicats de cheminot(e)s, nous intervenons avant tout dans notre secteur professionnel. Le combat pour un monde solidaire passe aussi par là.

SUD Rail travaille avec des syndicats de cheminot(e)s en Afrique, en Asie, en Amérique du sud. En aidant ces camarades qui combattent les privatisations, la main mise de l'Organisation Mondiale du Commerce et des grands groupes, nous luttons contre le néo-colonialisme qui ravage les pays du tiers monde, toujours pour la seule recherche de profits plus élevés pour quelques uns.

Des délégations SUD Rail se sont rendues au Japon, au Sénégal, au Mexique, en Russie pour tisser des liens avec les syndicalistes de ces pays, organiser des formations syndicales, des réseaux d'échanges d'informations.

Bien sûr, cette lutte ne se limite pas aux seuls chemins de fer !

C'est pourquoi nous agissons aussi avec plusieurs mouvements associatifs : Marches européennes, Trans International Exchange, Marche mondiale des femmes, Maghreb des droits de l'homme, Comité solidarité Palestine, Collectif ya basta ! de solidarité avec le Chiapas, Convoi syndical pour la Tchéchénie, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Groupement d'information et de soutien des immigrés (GISTI), CIMADE soutien aux réfugiés, A.T.T.A.C., Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Association Internationale de Techniciens, Experts, Chercheurs (AITEC), Amnesty International, Agir ici pour un monde solidaire, Survie, Action mondiale des peuples ...

C'est dans le même esprit que nous avons répondu favorablement à l'invitation du L.A.B. (Pays basque) pour sa conférence syndicale internationale à mi-octobre ou encore des organisateurs(trices) du Forum Social Marocain, fin décembre.

Partie prenante des « marches internationales contre le chômage, la précarité, les exclusions » depuis les premières en 1997, SUD Rail est aussi présent dans toutes les manifestations internationales où il s'agit d'affirmer « qu'un autre monde est possible » : Millau, Prague, Nice, Goteborg, Gênes, Bruxelles, Barcelone, Séville, Florence, ...

Construire un réseau syndical international

Au sein de l'union syndicale « Solidaires » nous participons à la construction d'un réseau dont nous souhaitons qu'il rassemble l'ensemble du mouvement syndical qui s'inscrit dans une démarche de refus du capitalisme, de construction d'une alternative.

Une première rencontre a eu lieu en juin 2002, une nouvelle est programmée pour la fin février 2003 et entre temps nous nous sommes bien sûr retrouvés au Forum Social Européen de Firenze.

Concernant le secteur ferroviaire, SUD Rail prépare une rencontre internationale qui devrait se tenir en avril à Paris, avec des délégations européennes, africaines, asiatiques, sud-américaines.

Pour SUD Rail, ces réseaux doivent permettre de réfléchir à la société que nous voulons construire, d'analyser les projets et décisions de ceux qui gouvernent mais surtout de contribuer à l'élaboration d'outils pour les luttes. **Nous pouvons imaginer toutes les « meilleures sociétés qui soient », sans lutte sociale pour l'imposer cela restera du domaine du rêve !**

Le 30 décembre 2002,
Christian Mahieux, secrétaire fédéral de SUD Rail.

SUD Rail (www.sudrail.org)
CGT (www.cgt.es)
ORSA (www.sindicatoorsa.it)
CUB (www.cub.it)
RMT (www.rmt.org.uk)
LAB (www.labsindikatua.org)
Grève ARCADE/ACCOR (<http://www.ras.eu.org/arcades>)
Collectif Emplois Jeunes (<http://ejforums.free.fr/>)
Marches européennes contre le chômage, la précarité, les exclusions (www.euromarches.org)
Marche mondiale des femmes (www.marchofwomen2000.org)
Forum Social Marocain (www.forumsocialmaroc.org)
Maghreb des droits de l'homme (www.maghreb-ddh.org)
Comité solidarité Palestine (www.solidarite-palestine.org)
Collectif ya basta ! solidarité Chiapas (<http://zapata.com/yabasta.php3>)
Convoi syndical pour la Tchéchénie (www.cst.ras.eu.org)
Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés - FASTI (www.fasti.org)
Groupement d'information et de soutien des immigrés - GISTI (www.gisti.org)
CIMADE soutien aux réfugiés (www.cimade.org)
A. T. T. A. C. (www.attac.org)
Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale - CEDETIM (www.cedetim.org)
Association Internationale de Techniciens, Experts, Chercheurs - AITEC (www.globenet.org/aitec)
Amnesty International (www.amnesty.asso.fr)
Agir ici pour un monde solidaire (www.agirici.org)
Survie (www.globenet.org/survie)
Action mondiale des peuples (www.pgaconference.org)